

# **CATERINA SEVERINO**

## **Professeur de Droit public à Sciences Po Aix**

caterina.severino@sciencespo-aix.fr

*Membre de l'Institut Louis Favoreu-GERJC (ILF-GERJC) – UMR 7318 DICE*

*Membre associée du Centre de Droit et Politique Comparés-Jean-Claude Escarras (CDPC-JCE)*

## **CARRIÈRE ET RESPONSABILITÉS ACADÉMIQUES**

- Professeur de Droit public à Sciences Po Aix (depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2022).
- Membre élue du Conseil d'Administration de Sciences-Po Aix (depuis octobre 2022).
- Professeur de Droit public à l'Université de Toulon (2018-2022).
- Membre élue du Conseil d'Administration de l'Université de Toulon (2018-2022).
- Membre élue du Conseil de l'UMR-CNRS 7318 DICE - Droits International, Comparé et Européen (2015-2018).
- Maître de conférences, Université de Toulon (2006-2018).
- Chargée de Cours et de Travaux Dirigés, Université Aix-Marseille (2004-2006).
- Attachée Temporaire Enseignement et Recherche, Université Aix-Marseille III (2000-2002).
- Allocataire de recherche-Moniteur de l'enseignement supérieur, Université Aix Marseille III (1997-2000).

## **RESPONSABILITÉS PÉDAGOGIQUES**

- Directrice du Master Mention Justice-Procès-Procédures, Parcours « Pratique du droit des étrangers », Faculté de Droit de Toulon (2007-2022).
- Responsable du Pôle « Droit des libertés » de la Clinique du droit de la Faculté de droit de Toulon (2021-2022).
- Responsable pédagogique de la Licence 1 de la Faculté de Droit, Campus Draguignan (2018-2022).
- Responsable pédagogique de l'Année Tremplin de la Faculté de Droit, Campus Draguignan (2018-2022).
- Assesseur après du Doyen de la Faculté de droit en charge des relations internationales, Université de Toulon (2007-2012).
- Chargée de mission en charge des « Relations internationales franco-italiennes », Université du Sud Toulon-Var (2008-2010).

## DIPLÔMES UNIVERSITAIRES

- Habilitation à diriger des recherches, Université du Sud Toulon-Var (mars 2009).
- Doctorat en Droit en cotutelle, Université d'Aix-Marseille III et Université de Pise, mention Très Honorable avec les Félicitations du jury à l'unanimité (2001).
- DEA en Droit public interne, option *Droits fondamentaux*, Université Aix-Marseille III, mention bien (1997).
- Maîtrise en droit, pluridisciplinaire droit public/droit privé, Université de Pise (1996).

## OBTENTION DE PRIX – GRATIFICATIONS – PRIMES

- Titulaire depuis 2016 de la Prime d'Encadrement Doctoral et de Recherche (rang A).
- Lauréate du *Prix Peiresc* de la meilleure thèse en cotutelle de l'Université d'Aix-Marseille (2001).

## EXPERTISE

- Experte pour le HCERES - Expertise du IRENEE - Université de Lorraine (expertise en cours - 2022).
- Experte pour le HCERES - Expertise du CERCCLÉ - Université de Bordeaux (2021).
- Experte pour le HCERES - Expertise du CERCOP - Université de Montpellier (2019-2020).
- Experte désignée pour l'attribution de bourse CIFRE (Convention industrielle de formation par la recherche) accordée par le Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (2018).
- Membre du groupe d'experts pour l'élaboration scientifique de la journée d'études « Vers un Pacte mondial sur l'environnement ? », avec Y. Aguila, Président de la Commission environnement du Club des juristes (2017).
- Membre de la Commission d'experts sur « La régulation des contentieux devant les cours suprêmes », sous l'égide du Conseil constitutionnel et du Club des juristes, coordonnée par le Secrétaire général du Conseil constitutionnel M. Guillaume et par D. de Béchillon (2014).

## RESPONSABILITES EDITORIALES

- Membre du Comité scientifique de la *Revue Confluence des droits-La Revue* (UMR-CNRS 7318 DICE).
- Membre du Comité scientifique de la Collection d'ouvrages du Crispel (Università Roma Tre) *Diritto pubblico italiano e europeo*.
- Membre du Comité scientifique du *Corso di Alta formazione in Diritto costituzionale*, Université du Piémont-Oriental.
- Membre du jury du prix de thèse de l'UMR 7318 DICE (Droits International, Comparé et Européen).

## RESPONSABILITES ET ACTIVITES AU SEIN DES SOCIETES SAVANTES OU ASSOCIATIONS

- Vice-Présidente du Conseil scientifique de l'Association française de droit constitutionnel (AFDC).
- Membre du groupe de réflexion sur la refonte des statuts de l'Association française de droit constitutionnel (AFDC).
- Membre de l'*Associazione Italiana dei Costituzionalisti* (AIC).
- Membre du réseau de recherche *Gruppo di Pisa* « Association d'études sur le droit et la justice constitutionnels ».

## ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT

- **En Droit comparé/Droit constitutionnel comparé**
  - Cours *Institutions et vie politique comparés I et II, 2A*, Sciences Po Aix
  - Cours *Contentieux constitutionnel comparé* (Master 2 JPP, Contentieux judiciaire).
  - Cours *Droit constitutionnel comparé des libertés* (Master 2 JPP, Pratique des droits fondamentaux/Pratique du droit des étrangers).
  - Cours *Théorie générale de la comparaison juridique* (Master 2 JPP, Pratique des droits fondamentaux).
  - Cours *Systèmes de protection comparés des droits fondamentaux* (Master 2 JPP, Pratique des droits fondamentaux).
  - Séminaire *Institutions politiques comparées* (Master 2 Droits fondamentaux – Aix-Marseille Université).
  - Cours *Justice constitutionnelle comparée* (Master 2 Droit processuel).
  - Cours *Droit constitutionnel comparé* (Master 1 Droit public).
  - Cours *Introduction au droit comparé* (Licence 1).
- **En Droit constitutionnel**
  - Cours *Organisation politique de l'État I et II* (1A Sciences Po Aix).
  - Cours *Droit constitutionnel* (CPAG Sciences Po Aix).
  - Cours *Droit constitutionnel* (Licence 1 Droit).
  - Cours *Droit constitutionnel de la Ve République* (Licence 1).
- **En Justice constitutionnelle**
  - Cours de *Justice constitutionnelle* (Master 1 Carrières publiques).
  - Cours de *Droit constitutionnel jurisprudentiel* (Master 1 Carrières publiques).
- **En Droit des étrangers**
  - Cours *L'asile et la reconnaissance du statut de réfugié politique* (Master 2 Pratique du droit des étrangers).
  - Cours *L'éloignement des étrangers du territoire national* (Master 2 Pratique du droit des étrangers).
  - Cours *Les droits fondamentaux des étrangers résidents* (Master 2 Pratique du droit des étrangers).
  - Cours *Droit de la famille et droit des étrangers en Europe* (Master 2 Migrations et droit des étrangers).
  - Cours *Droits sociaux des étrangers* (Master 2 Migrations et droit des étrangers).
  - Cours *Droit des étrangers* (Master 2 Pratique des droits fondamentaux Aix Marseille Université).
- **En Finances publiques/droit fiscal**
  - Cours *Droit public financier* (Master 1 Carrières publiques).
  - Cours *Finances publiques* (Licence 2).
  - Cours *Droit fiscal* (Licence 2).

- **En Science politique**
  - Cours *Vie politique de la Ve République* (1A Sciences Po Aix)
  - Cours *Histoire des idées politiques* (Licence 3)
  - Cours *Introduction à la Science Politique* (Licence 1).
  - Cours *Grands problèmes politiques et sociaux contemporains* (Licence 2).
- **En Introduction au droit**
  - Cours *Introduction au droit et méthodologie juridique* (Licence 1)
  - Cours *Introduction au droit* (Licence 3 Sciences sanitaires et sociales)
- **En Droit administratif**
  - Cours *Droit administratif* (Licence 3 Sciences sanitaires et sociales) – Aix-Marseille Université.
- **En Droit de la communication/Liberté d’expression**
  - Cours *La liberté d’expression et de communication*, Institut Français pour Etudiants Etrangers, Diplôme Universitaire « Journalisme-Presses Magazine ».
  - Séminaire de *Communication*, Institut Français pour Etudiants Etrangers.
- **En Droit européen**
  - Cours et séminaire *Questions européennes-Droit européen/Regards croisés sur l’Europe*, Institut Français pour Etudiants Etrangers, Diplôme Universitaire « Société française ».

#### INVITATIONS UNIVERSITES ETRANGERES

- Communication introductive « L’apport du dialogue des doctrines au contentieux constitutionnel - *Il contributo del dialogo tra le dottrine al processo costituzionale* », Colloque international « *Rome 2020* » *Le dialogue des doctrines constitutionnelles. Vers l’unité transfrontalière du droit constitutionnel ?*, Université Roma 3 et Cour constitutionnelle italienne, Rome (28-30 octobre 2021).
- Communication « *La democrazia francese e le sfide del digitale: tra opportunità e rischi* », invitation au Colloque international *Diritto e nuove tecnologie: tra comparazione e interdisciplinarietà*, Gruppo di Pisa, Università Statale de Milan, en distanciel (mars 2021).
- Conférence « *Urgence sanitaire et état d’exception. Le cas français* », Doctorat en Théorie du droit et Ordonnement juridique et économique européen, Université *Magna Graecia*, Catanzaro, en distanciel (décembre 2020).
- Invitation à la Rencontre trilatérale des associations des constitutionnalistes française, italienne et espagnole sur le thème « *La protection du principe de libre concurrence entre Constitutions nationales et principes européens* », Capri (septembre 2019).
- Codirection (avec G. Serges), du séminaire « *Giudizio in via incidentale e soggetti deboli* », Université Roma 3, Rome (mai 2019).
- Participation et présidence de session du colloque « *Cittadinanza, immigrazione e diritti: I sistemi di welfare alla prova delle nuove dinamiche migratorie. Una prospettiva multilivello* », Université de Udine (mai 2019).
- Participation au colloque « *Il sistema di accoglienza e la protezione dei diritti fondamentali dei richiedenti asilo* », Université de Turin (mai 2019).
- Participation au colloque « *Giurisdizione, attività di impresa e protezione delle risorse ambientali alla luce del principio dello sviluppo sostenibile. Una prospettiva comparata* », Université de Brescia (octobre 2018).

- Conférence-débat « QPC en France et recours par la voie incidente en Italie : l'emploi de la méthodologie comparative », Université de Vérone (juin 2018).
- Participation au colloque international « Italia, Europa : emergenza e solidarietà nella crisi migratoria » (Italie, Europe : urgence et solidarité dans la crise migratoire), Université L. Bocconi, Milan (décembre 2017).
- Conférence « La protection des droits des étrangers en France : entre juge constitutionnel et juges ordinaires », Université de Udine (juillet 2017).
- Conférence « La justice constitutionnelle en France », Doctorat en Théorie du droit et Ordonnancement juridique et économique européen, Université *Magna Graecia*, Catanzaro (novembre 2016).
- Participation à la Rencontre trilatérale des associations des constitutionnalistes française, italienne et espagnole sur le thème « La prise en compte du droit vivant dans le contrôle QPC en France », Cour constitutionnelle italienne, Rome (octobre 2015).
- Participation au colloque international « Les rapports entre la juridiction constitutionnelle et la doctrine », Université de Pise (mars 2015).
- Participation au colloque « Démocratie participative, démocratie délibérative et démocratie de proximité », Université du *Piémont Oriental*, Alessandria (mai 2014).
- Séminaire « Collectivités territoriales et Etrangers France-Italie-Espagne », Université de Séville (septembre 2013).
- Séminaire « Genèse et évolution du contrôle par voie incidente en France », Doctorat en justice constitutionnelle, Université de Pise (octobre 2013).
- Conférence « La prise en compte du droit vivant par le Conseil constitutionnel français », Doctorat en justice constitutionnelle, Université de Pise (décembre 2011).
- Participation au colloque « Genre et citoyenneté entre les deux rives de la Méditerranée : quel dialogue ? », Université *Roma 3*, Rome (mai 2010).
- Cours « Droit de la famille et droit de l'étranger en Europe », Master TEMPUS TRIVE « Genre et droits des femmes des deux rives de la Méditerranée », Université *Abdelmalek Essaâdi*, Tanger (février 2010).
- Participation au colloque de l'Association Italienne des Constitutionnalistes « La Corte costituzionale e le Corti d'Europa » (La Cour constitutionnelle et les Cours européennes), Université *Magna Graecia*, Copanello, (mai 2002).

#### **DIRECTION DE CONTRATS DE RECHERCHE OBTENUS SUITE A APPEL A PROJET**

1. Codirection (avec L. Gay, Aix-Marseille Université et L. Montanari, Université de Udine) d'un projet de recherche GIP-*Institut des Etudes et de la Recherche sur le Droit et la Justice*, intitulé : *La vulnérabilité, nouvel outil pour la promotion de l'effectivité des droits fondamentaux ? Etude comparative de la jurisprudence des cours européennes et des cours nationales françaises et italiennes* (projet sélectionné, durée 24 mois 2021-2023).
2. Codirection (avec H. Alcaraz, Université de Pau et des Pays de l'Adour) du projet de recherche *La QPC, outil efficace de protection des personnes en situation de vulnérabilité ? Etude comparée des systèmes de recours par voie préjudicielle devant le Conseil constitutionnel français, la Cour*

*constitutionnelle italienne et le Tribunal constitutionnel espagnol*. Projet présenté dans le cadre de l'appel à projet du Conseil constitutionnel « *QPC 2020* » (projet sélectionné, durée 18 mois, réalisé en 2018-2020 avec publication des résultats).

3. Codirection (avec L. Montanari, Université de Udine) du projet de recherche PHC-Galilée 2017 *Citoyenneté, immigration et droits : les systèmes de protection sociale à l'épreuve des nouvelles dynamiques migratoires* (Projet sélectionné en 2016, durée 12 mois, réalisé en 2017 avec publication des résultats).
4. Obtention (avec L. Montanari) du Label scientifique de l'Université Franco Italienne/Università Italo Francese (UFI/UIF) (2<sup>e</sup> appel à projet 2019) financement de 1500 €.
5. Obtention (avec L. Montanari) du Label scientifique de l'Université Franco Italienne/Università Italo Francese (UFI/UIF) (1<sup>er</sup> appel à projet 2017) financement de 2000 €.

### **PARTICIPATION A DES PROJETS DE RECHERCHE ET RESEAUX SCIENTIFIQUES**

1. Participation au projet scientifique (GIP-*Institut des Etudes et de la Recherche sur le Droit et la Justice*) *La détermination de l'âge du jeune migrant non accompagné*, sous la coordination de F. Jacquolot (projet en cours de réalisation, durée de 24 mois).
2. Participation au projet scientifique *ANTIDOTE* » : *Affirmation, Négation, Transmission des Identités locales dans l'Organisation Territoriale. Perspectives de droit comparé France, Espagne, Italie*, sous la coordination d'O. Lecucq et Ferdinand Mélin-Soucramanien (projet en cours de réalisation, durée de 36 mois).
3. Participation au projet de recherche *Situazioni giuridiche soggettive e strumenti di tutela: assonanze e dissonanze nello spazio giuridico europeo*, sous la direction d'Elena D'Orlando, Université d'Udine (2018-2020).
4. Participation au projet de recherche *Citoyenneté, immigration et droits : les systèmes de protection sociale à l'épreuve des nouvelles dynamiques migratoires. Une perspective multiniveau*, sous la direction de L. Montanari (2017-2019).
5. Participation au projet de recherche national italien PRIN (correspondant à un projet ANR français) *Cours, doctrine et société inclusive : l'impact des formants doctrinaux sur les cours suprêmes* (Université de Pise, Université Catholique de Louvain, Cour constitutionnelle italienne, Cour constitutionnelle de Belgique, Université de Toulon), sous la direction de P. Passaglia (2014-2015).
6. Participation au projet scientifique (GIP-*Mission de recherche Droit et Justice*) *La QPC vue du droit comparé. Le contrôle de constitutionnalité sur renvoi du juge ordinaire en France, Espagne et Italie*, sous la direction de L. Gay (2012-2014).
7. Participation à l'élaboration scientifique et à la réalisation du projet de recherche *COLEFIE : Collectivités territoriales et Etrangers France-Italie-Espagne* (Université de Pau, Université de Séville et Université de Toulon), sous la direction d'O. Lecucq (2010-2014).
8. Coordination du projet européen TEMPUS DRIVE *Droits des femmes entre les deux rives de la Méditerranée. Le droit de la famille en migration : le cas du Maroc* (Université Abdelmalek Essaâdi de Tanger-Université Roma 3-Université La Sorbonne Nouvelle-Paris III-Université de Toulon-IMED), sous la responsabilité de F. Brezzi et A. Ounnir (projet sélectionné, durée 36 mois, réalisé 2007-2010).

## ANIMATION, RESPONSABILITÉ D'AXE SCIENTIFIQUE

9. Responsable scientifique (avec L. Gay) de l'Axe de recherche « Démocratie, État de droit, Droits fondamentaux » de l'UMR-CNRS 7318 DICE.
10. Membre du comité de pilotage de l'UMR-CNRS 7318 DICE pour la réalisation du film du DICE pour les 80 ans du CNRS (<https://dice.univ-amu.fr/fr/dice/dice/film-du-dice-tourne-cadre-lanniversaire-80-ans-du-cnrs-est-ligne>).

## ORGANISATION DE MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

- Codirection (avec L. Gay et L. Montanari) du séminaire d'étape du projet GIP-IERDJ « La vulnérabilité dans la jurisprudence des Cours européennes et dans l'activité des autorités indépendantes », Udine, 10 juin 2022.
- Codirection (avec L. Gay et L. Montanari) du séminaire d'étape du projet GIP-IERDJ « La vulnérabilité dans la jurisprudence des Cours constitutionnelles et des Cours suprêmes nationales françaises et italiennes », Aix-en-Provence, 20 mai 2022.
- Codirection (avec L. Gay) du colloque international « Faits et preuves dans le contrôle de constitutionnalité de la loi », Faculté de Droit et de science politiques d'Aix-en-Provence, 31 mars et 1<sup>er</sup> avril 2022.
- Codirection (avec L. Gay) du débat international organisé au sein de l'UMR-CNRS 7318 DICE « Démocratie, État de droit et droits fondamentaux face à la pandémie de Covid-19. Perspectives croisées », en distanciel, 30 avril 2020.
- Participation à l'élaboration scientifique du colloque organisé au TGI de Perpignan « Enjeux et pratiques judiciaires de la rétention des étrangers », Perpignan, 13 décembre 2019.
- Codirection (avec L. Gay et H. Alcaraz), du colloque international « QPC et protection des personnes en situation de vulnérabilité », Toulon, 8 novembre 2019 (Colloque de clôture du projet « QPC 2020 »).
- Codirection (avec G. Serges), du séminaire « Giudizio in via incidentale e soggetti deboli », Université Roma 3, Rome, 31 mai 2019 (Séminaire d'étape dans le cadre du projet « QPC 2020 »).
- Codirection (avec L. Gay), de la journée d'études décentralisée de l'AFDC « Du « droit constitutionnel au juge » vers un « droit au juge constitutionnel » ? Perspectives de droit comparé », Aix-Marseille Université, 23 novembre 2018.
- Codirection (avec H. Alcaraz), du Séminaire restreint *QPC 2020* : « La QPC, outil efficace de protection des personnes en situation de vulnérabilité ? Etude comparée des systèmes de recours par voie préjudicielle devant le Conseil constitutionnel français, la Cour constitutionnelle italienne et le Tribunal constitutionnel espagnol », Toulon, 22 novembre 2018 (Séminaire d'étape dans le cadre du projet « QPC 2020 »).
- Direction scientifique de la Conférence-Débat « La politique migratoire de l'Union européenne à l'aune de la protection des droits fondamentaux », (organisée avec *Amnesty International* et le Bureau du Parlement européen à Marseille), Université de Toulon (février 2018).

- Codirection (avec L. Montanari) du Colloque international « Citoyenneté, immigration et droits : les systèmes de protection sociale à l'épreuve des nouvelles dynamiques migratoires », Université de Udine, octobre 2017 (Colloque de clôture du projet de recherche « PHC-Galilée 2017).
- Codirection (avec L. Montanari) du Séminaire « Citoyenneté et mouvements migratoires », Université de Toulon, septembre 2017 (Séminaire d'étape dans le cadre du projet de recherche « PHC-Galilée 2017).
- Codirection (avec L. Montanari) du Séminaire « La protection des droits des étrangers en France : entre juge constitutionnel et juges ordinaires », Université de Udine (juillet 2017).
- Membre du comité de pilotage du colloque « Réalités et limites de l'accueil des étrangers dans le Var » (mai 2017).
- Codirection (avec L. Montanari) du Séminaire « Les droits sociaux des étrangers », Université de Toulon, mars 2017 (Séminaire d'étape dans le cadre du projet de recherche « PHC-Galilée 2017).
- Codirection (avec M. Fatin-Rouge Stefanini, P. Monge, M. Bardin) d'une journée d'études décentralisée de l'AFDC, « La démocratie connectée : ambitions, enjeux, réalité », Université de Toulon (novembre 2016).
- Codirection (avec M. Fatin-Rouge Stefanini) du colloque international « Le contrôle de constitutionnalité des décisions de justice : une nouvelle étape après la QPC ? », Aix-Marseille Université (juin 2016).
- Direction scientifique du colloque international « Le droit des étrangers en situation irrégulière après la transposition de la « directive retour ». Regards croisés France, Espagne, Italie », Université de Toulon (mai 2014).
- Membre du comité scientifique du colloque « Le financement de la culture », Université d'Aix-Marseille III (sous la dir. de G. Orsoni) (2006).

## PUBLICATIONS ET PRODUCTION SCIENTIFIQUE

### Ouvrages

1. *Systèmes de contrôle de constitutionnalité par voie incidente et protection des personnes en situation de vulnérabilité. Approche de droit comparé*, (dir. avec H. Alcaraz), Confluence des droits (en ligne), Aix-en-Provence : Droits international, Comparé et européen, n. 14, 2021, 579 p.
2. *Sistemi di welfare e protezione effettiva dei diritti degli stranieri. Una prospettiva multilivello* (dir. avec L. Montanari), Naples, Editoriale Scientifica, Coll. Temi giuridici ed economici, 2020, 302 p.
3. *Du « droit constitutionnel au juge » vers un « droit au juge constitutionnel » ? Perspectives de droit comparé* (dir. avec L. Gay), Institut Universitaire Varenne, Coll. Colloques & Essais, 2020, 220 p.
4. *I sistemi di welfare alla prova delle nuove dinamiche migratorie/Les systèmes de welfare à l'épreuve des nouvelles dynamiques migratoires* (dir. avec L. Montanari), Naples, Editoriale Scientifica, Coll. Temi giuridici ed economici, 2018, 297 p.
5. *La démocratie connectée : ambitions, enjeux, réalité*, (dir. avec M. Bardin, P. Monge, M. Fatin-Rouge Stefanini), Confluence des droits (en ligne), Aix-en-Provence : Droits international, Comparé et européen, 2018, 142 p.

6. *Le contrôle de constitutionnalité des décisions de justice : une nouvelle étape après la QPC ?* (dir. avec M. Fatin-Rouge Stefanini), *Confluence des droits* (en ligne), Aix-en-Provence : Droits international, Comparé et européen, 2017, 502 p.
7. *La transposition de la directive « retour ». France, Espagne et Italie*, Bruxelles, Bruylant, Coll. A la croisée des droits, 2015, 267 p.
8. *La doctrine du droit vivant*, Paris-Aix-en-Provence, Economica-PUAM, Coll. Droit Public Positif, 2003, 282 p.

### **Direction de numéros spéciaux de revues**

1. Direction du dossier « Le retour de la guerre » (avec R. Le Bœuf), *Confluences des droits\_La Revue*, en cours de réalisation.
2. Direction du dossier « État de droit, démocratie et droits fondamentaux face à la pandémie de Covid-19 », (avec L. Gay), *Confluences des droits\_La Revue*, 2020, [https://confluencedesdroits-larevue.com/?page\\_id=1444](https://confluencedesdroits-larevue.com/?page_id=1444)

### **Chapitres d'ouvrages**

1. « Regarder au-delà des Alpes : l'apport du dialogue entre les doctrines italienne et française à l'évolution de la justice constitutionnelle en France », in *Constitutions, peuples et territoires, Mélanges en l'honneur d'André Roux*, Paris, Dalloz, 2022, à paraître.
2. « Étude comparée de la protection des personnes en situation de vulnérabilité par les systèmes de contrôle incident de constitutionnalité en France, en Italie et en Espagne », (avec H. Alcaraz), in C. Severino et H. Alcaraz (dir.) *Systèmes de contrôle de constitutionnalité par voie incidente et protection des personnes en situation de vulnérabilité. Approche de droit comparé*, *Confluence des droits* (en ligne), n. 14, Aix-en-Provence : Droits international, Comparé et européen, 2021, pp. 19-163.
3. « Premessa », (avec L. Montanari), in L. Montanari et C. Severino (dir.), *Sistemi di welfare e protezione effettiva dei diritti degli stranieri. Una prospettiva multilivello*, Naples, Editoriale Scientifica, Coll. Temi giuridici ed economici, 2020, pp. 9-11.
4. « Sistema di accoglienza e protezione dei diritti fondamentali dei richiedenti asilo: una comparazione Italia-Francia », (avec L. Montanari), in L. Montanari et C. Severino (dir.), *Sistemi di welfare e protezione effettiva dei diritti degli stranieri. Una prospettiva multilivello*, Naples, Editoriale Scientifica, Coll. Temi giuridici ed economici, 2020, pp. 195-248.
5. « L'objection de conscience ou l'inapplication autorisée de la loi », in R. Le Bœuf et O. Le Bot (dir.) *L'inapplication du droit*, *Confluence des droits* (en ligne), Aix-en-Provence : Droits international, Comparé et européen, 2020, pp. 83-91.
6. « Préface » (avec L. Gay), in L. Gay et C. Severino (dir.), *Du « droit constitutionnel au juge » vers un « droit au juge constitutionnel » ? Perspectives de droit comparé*, Institut Universitaire Varenne, Coll. Colloques & Essais, 2020, pp. 7-9.
7. « Du « droit constitutionnel au juge » vers un « droit au juge constitutionnel » ? Bilan et perspectives », in L. Gay et C. Severino (dir.), *Du « droit constitutionnel au juge » vers un « droit au juge constitutionnel » ? Perspectives de droit comparé*, Institut Universitaire Varenne, Coll. Colloques & Essais, 2020, pp. 209-216.
8. « Diritti, cittadinanza, solidarietà : cenni introduttivi » (avec L. Montanari), in L. Montanari et C. Severino (dir.), *I sistemi di welfare alla prova delle nuove dinamiche migratorie/Les systèmes de welfare à l'épreuve*

*des nouvelles dynamiques migratoires*, Naples, Editoriale Scientifica, Coll. Temi giuridici ed economici, 2018, pp. 17-27.

9. « La democrazia partecipativa in Francia : ambizioni, quadro giuridico ed esperienze concrete » (La démocratie participative en France : ambitions, régime juridique et expériences concrètes), in R. Balduzzi et R. Lombardi (dir.), *Autonomie locali, democrazia deliberativa e partecipativa, sussidiarietà. Percorsi di ricerca ed esperienze italiane ed europee*, Pisa, 2018, pp. 81-96.
10. « Propos introductifs : ambitions et limites de la démocratie connectée », in M. Bardin, P. Monge, M. Fatin-Rouge Stefanini, C. Severino (dir.), *La démocratie connectée : ambitions, enjeux, réalité*, Confluence des droits (en ligne), Aix-en-Provence : Droits international, Comparé et européen, 2018, pp. 9-12.
11. « Le contrôle par les Cours suprêmes de leur propre jurisprudence : approche critique », in M. Fatin-Rouge Stefanini et C. Severino (dir.), *Le contrôle de constitutionnalité des décisions de justice : une nouvelle étape après la QPC ?*, Confluence des droits (en ligne), Aix-en-Provence : Droits international, Comparé et européen, 2017, pp. 287-293.
12. « Propos conclusifs », avec M. Stefanini, in M. Fatin-Rouge Stefanini et C. Severino (dir.), *Le contrôle de constitutionnalité des décisions de justice : une nouvelle étape après la QPC ?*, Confluence des droits (en ligne), Aix-en-Provence : Droits international, Comparé et européen, 2017, pp. 485-488.
13. « L'influence de la doctrine sur la jurisprudence du Conseil constitutionnel », in P. Passaglia, (dir.), *I rapporti tra la giurisdizione costituzionale e la dottrina/Les rapports entre la juridiction constitutionnelle et la doctrine*, Naples, Editoriale Scientifica, 2015, X-448, pp. 289-312.
14. « Propos introductifs », in C. Severino, (dir.), *La transposition de la directive « retour ». France, Espagne et Italie* », Bruxelles, Bruylant, Coll. A la croisée des droits, 2015, pp. 11-21.
15. « La protection du droit à la santé des étrangers en Italie », in O. Lecucq, (dir.), *Etat, collectivités territoriales et droits sociaux. Etude de droit comparé*, Paris, L'Harmattan, 2015, pp. 51-67.
16. « La jurisprudence des cours suprêmes face à la Constitution : du contrôle à l'autocensure », in L. Gay, (dir.), *La question prioritaire de constitutionnalité. Approche de droit comparé*, Bruxelles, Bruylant, Coll. A la croisée des droits, 2014, pp. 151-170.
17. « Le droit de vote des étrangers en Italie : entre tradition et modernité », in O. Lecucq et H. Alcaraz, (dir.), *Collectivités territoriales et intégration des étrangers*, Paris, L'Harmattan, 2013, pp. 179-191.
18. « La rétention en Italie », in O. Lecucq, (dir.), *La rétention administrative des étrangers*, Paris, L'Harmattan, 2011, pp. 62-76.
19. « Il ruolo della giurisprudenza comune nel giudizio di costituzionalità in Francia. Un diritto vivente dinnanzi al Conseil constitutionnel ? » (Le rôle de la jurisprudence ordinaire dans le procès de constitutionnalité en France. Un droit vivant devant le Conseil constitutionnel ?), in M. Cavino, (dir.), *Esperienze di diritto vivente. La giurisprudenza negli ordinamenti di diritto legislativo*, Milan, Giuffrè, 2009, pp. 53-112.
20. « La fin de vie en Italie », in A. Leca et S. De Cacqueray, (dir.), *La fin de vie et l'euthanasie*, Bordeaux, Les Etudes Hospitalières, 2008, pp. 169-181.
21. « Le Conseil constitutionnel et le droit vivant : mythe ou réalité ? », in *Renouveau du droit constitutionnel - Mélanges en l'honneur de Louis Favoreu*, Paris, Dalloz, 2007, pp. 429-453.
22. « Les finances publiques en Italie », in G. Orsoni, (dir.), *Les finances publiques en Europe*, Paris, Economica, Collection Finances Publiques, 2007, pp. 242-279.

23. « Le financement du patrimoine culturel italien », in G. Orsoni, (dir.), *Le financement de la culture*, Paris, Economica, Collection Finances Publiques, 2007, pp. 242-253.
24. « La prise en compte du contexte juridique comme méthode d'intégration et d'enrichissement de concepts dans l'interprétation du Conseil constitutionnel », in H. Roussillon, X. Bioy, S. Mouton, (dir.), *Les nouveaux objets du droit constitutionnel*, Toulouse, Presses Universitaires de Toulouse, 2006, pp. 377-401.
25. « L'influenza della giurisprudenza delle Corti europee su quella dei giudici nazionali per la protezione dei diritti fondamentali in Francia » (L'influence de la jurisprudence des Cours européennes sur celle des juges nationaux pour la protection des droits fondamentaux en France), in P. Falzea, A. Spadaro, L. Ventura, (dir.), *La Corte costituzionale e le Corti d'Europa*, Turin, Giappichelli, 2003, pp. 531-554.

#### Articles dans des revues nationales et internationales

1. « Ombres et lumières de l'ordonnance n° 97 de 2021 : l'inconstitutionnalité constatée mais pas déclarée du régime actuel de la peine de réclusion à perpétuité incompressible (*ergastolo ostativo*) pour les personnes liées aux associations de type mafieux », *A.I.J.C.*, Vol. XXXVII, 2022, pp. 738-742.
2. « La democrazia francese e le sfide del digitale: tra opportunità e rischi », *La Rivista Gruppo di Pisa* [en ligne], Quaderno n° 3, Fascicolo speciale monografico, novembre 2021, pp. 33-49.
3. « Garanties en matière de droits sociaux - garantie des droits et stabilité de la résidence : la Cour constitutionnelle donne un signal fort aux législateurs (national et régionaux) et assure une protection effective des droits et libertés », *A.I.J.C.*, Vol. XXXVI, 2021, pp. 1060-1064.
4. « La QPC, outil efficace de protection des personnes en situation de vulnérabilité ? », (avec H. Alcaraz), *Titre VII* [en ligne], *QPC 2020 : les dix ans de la question citoyenne*, octobre 2020 (URL complète : <https://www.conseil-constitutionnel.fr/publications/titre-vii/la-qpc-outil-efficace-de-protection-des-personnes-en-situation-de-vulnerabilite>). Publié également dans la version brochée de la revue *Titre VII*, pp. 92-132.
5. « La Cour constitutionnelle dépénalise partiellement l'aide au suicide, se substitue au législateur et le met (à nouveau) en garde : l'affaire Cappato, *sequenza inedita* et *sentenza storica* », *A.I.J.C.*, Vol. XXXV, 2020, pp. 924-927.
6. « Uno sguardo Oltralpe. Aspetti problematici della disciplina dell'immigrazione in Francia », *Federalismi.it*, n. 2, 2019, pp. 81-98.
7. « *Habemus legem !* L'Italie se dote (enfin) d'une nouvelle loi électorale », *La Lettre d'Italie*, n. 11, novembre 2017, pp. 25-27.
8. « Migrations internationales et justice constitutionnelle - Rapport Français », *A.I.J.C.*, Vol. XXXII, 2017, pp. 307-364.
9. « La sanction par le Conseil constitutionnel d'une interprétation jurisprudentielle constante contraire à la Constitution. Note sous Conseil constitutionnel, n° 2015-500 QPC du 27 novembre 2015 (*Société Foot Locker France SAS*) et n° 2015-503 QPC du 4 décembre 2015 (*M. Gabor R.*) », *R.F.D.C.*, n°106, 2016, pp. 494-501.
10. « L'influence de la doctrine sur la jurisprudence du Conseil constitutionnel », *R.F.D.C.*, n. 105, 2016, pp. 77-99.
11. « La *Question prioritaire de constitutionnalité*. Quadro normativo e prassi applicativa del giudizio in via incidentale francese » (La *Question prioritaire de constitutionnalité*. Cadre normatif et application pratique

dans le procès par la voie incidente français), *Diritto pubblico comparato ed europeo*, 2014-1, pp. 477-502.

12. « Un an de droit vivant devant le Conseil constitutionnel », *Constitutions*, 1, 2012, pp. 43-50.
13. « La censure de la loi Alfano par la Cour constitutionnelle italienne », *Constitutions*, 1, 2010, pp. 39-44.
14. « Droit constitutionnel des institutions », in *Chronique Italie, A.I.J.C.*, vol. XXV, 2009, pp. 766-768.
15. « Droit constitutionnel des institutions », in *Chronique Italie, A.I.J.C.*, vol. XXIII, 2007, pp. 841-843.
16. « La nature de l'autonomie régionale : l'inexistence d'une « souveraineté » régionale », in *Chronique Italie, A.I.J.C.*, vol. XXIII, 2007, pp. 853-854.
17. « Droit constitutionnel jurisprudentiel : panorama 2006 », avec V. Bernaud et L. Gay, *Recueil Dalloz*, 2007, n° 17, pp. 1166-1174.
18. « La mise en œuvre des compétences concurrentes et le principe de loyale collaboration », in *Chronique Italie, A.I.J.C.*, vol. XXII, 2006, pp. 810-811.
19. « Droit constitutionnel jurisprudentiel : panorama 2005 », avec V. Bernaud, *Recueil Dalloz*, 2006, n° 12, pp. 826-834.
20. « Droit constitutionnel des libertés », in *Chronique Italie, A.I.J.C.*, vol. XXI, 2005, p. 628.
21. « Droit constitutionnel jurisprudentiel : panorama 2004 », avec V. Bernaud, *Recueil Dalloz*, 2005, n° 17, pp. 1125-1133.
22. « La mise en œuvre des compétences concurrentes et le principe de loyale collaboration », in *Chronique Italie, A.I.J.C.*, vol. XXI, 2005, pp. 607-608.
23. « Une institution méconnue : la section de commune », *Bulletin Juridique des Collectivités Locales*, n° 4, 2004, pp. 228-232.
24. « Le statut des collectivités d'outre-mer », in *Chronique France, A.I.J.C.*, vol. XX, 2004, pp. 665-669.
25. « Les méthodes du contentieux de constitutionnalité », in *Chronique France, A.I.J.C.*, vol. XIX, 2003, pp. 712-713.
26. « Droit constitutionnel normatif », in *Chronique France, A.I.J.C.*, vol. XIX, 2003, pp. 715-717.
27. « Droits et libertés fondamentaux », in *Chronique France, A.I.J.C.*, vol. XIX, 2003, pp. 744-748.
28. « La fonction consultative du Conseil d'État en matière de répartition des compétences entre l'État et la Polynésie française », *A.J.D.A.*, n. 18, 2003, pp. 925-931.
29. « Droit constitutionnel local », in *Chronique France, A.I.J.C.*, vol. XVIII, 2002, pp. 640-643.
30. « La réglementation de l'instruction devant le Conseil constitutionnel », *A.I.J.C.*, vol. XVII, 2001, pp. 87-100.
31. « La regolamentazione dell'istruttoria davanti al Consiglio costituzionale francese », *Diritto pubblico comparato ed europeo*, n. 3, 2000, pp. 1357-1368.
32. « Existe-t-il une obligation constitutionnelle de créer des discriminations positives ? », en collaboration avec S. Papapolychroniou, *A.I.J.C.*, vol. XIII, 1997, pp. 169-172.

### **Etudes publiées dans les encyclopédies juridiques ou les Répertoires**

1. « Rétention administrative », Étude 226, Lamy Mobilité internationale, 2019.
2. « Assignation à résidence », Étude 232, Lamy Mobilité internationale, 2019.
3. « Réglementation française de l'immigration », Etude 106, Lamy Mobilité internationale, 2017.

4. « Réglementation française du droit d'asile », Etude 168, Lamy Mobilité internationale, 2017.

### Rapports publiés

- Rapport final « La QPC, outil efficace de protection des personnes en situation de vulnérabilité ? Etude comparée des systèmes de recours par voie préjudicielle devant le Conseil constitutionnel français, la Cour constitutionnelle italienne et le Tribunal constitutionnel espagnol » (avec H. Alcaraz). Rapport présenté en janvier 2020 dans le cadre de l'appel à projet du Conseil constitutionnel « *QPC 2020* » et publiés en ligne : <https://www.conseil-constitutionnel.fr/la-qpc/projets-retenus-et-rapports-definitifs-qpc-2020>.
- « La régulation du contentieux devant la Cour de cassation italienne », in *La régulation des contentieux devant les cours suprêmes*, rapport de la Commission « Constitution et institutions », sous l'égide du Club des juristes et du Conseil constitutionnel, Paris, Le Club des juristes, 2014, pp. 94-108.  
Une version remaniée et mise à jour de ce rapport est également publiée in *Cahiers du CDPC*, 11-2014, pp. 29-40.

### Publications scientifiques numériques

1. « L'emergenza sanitaria da Covid-19 in Francia », 2020 (vidéo publiée en ligne sur le site de la revue *Diritto Pubblico Comparato Europeo -on line* : <http://www.dpce.it/francia-comparative-covid-law-video-scheda-di-caterina-severino.html>).
2. « La réaction juridique italienne face à la crise sanitaire du Covid-19 », (avec E. Bottini), Colloque virtuel *Droit et coronavirus*, 31 mars 2020, (vidéo publiée en ligne sur la chaîne YouTube du Colloque virtuel, <https://www.youtube.com/watch?v=d4z9i0zcmdA>).

### Actes publiés de conférences internationales, congrès et colloques

1. « La democrazia francese e le sfide del digitale: tra opportunità e rischi », Colloque international *Diritto e nuove tecnologie: tra comparazione e interdisciplinarietà*, Milan, en distanciel, 26 mars 2021.
2. « Propos introductifs », Colloque international *QPC et protection des personnes en situation de vulnérabilité*, Toulon, 8 novembre 2019.
3. « Synthèse des travaux », Colloque international *QPC et protection des personnes en situation de vulnérabilité*, Toulon, 8 novembre 2019.
4. « Sistema di accoglienza e protezione dei diritti fondamentali dei richiedenti asilo in Francia », Colloque international *Cittadinanza, immigrazione e diritti: I sistemi di welfare alla prova delle nuove dinamiche migratorie. Una prospettiva multilivello*, Udine, 17 mai 2019.
5. « Propos conclusifs », Journée décentralisée de l'AFDC, *Du « droit constitutionnel au juge » vers un « droit au juge constitutionnel » ? Perspectives de droit comparé*, Aix-en-Provence, 23 novembre 2018.
6. « Uno sguardo Oltralpe : la condizione giuridica dello straniero in Francia », *Italia, Europa : emergenza e solidarietà nella crisi migratoria*, Milan, Université L. Bocconi, 10 décembre 2017.
7. « Droits, citoyenneté, solidarité : problèmes et perspectives », Introduction au colloque international, *Citoyenneté, immigration et droits : les systèmes de protection sociale à l'épreuve des nouvelles dynamiques migratoires*, Udine, 27 octobre 2017.
8. « L'objection de conscience ou l'inapplication autorisée de la loi », *L'inapplication du droit*, Xe Journée d'études de l'UMR 7318-DICE, Aix-en-Provence, 13 octobre 2017.
9. « Propos introductifs », Journée décentralisée de l'AFDC, *La démocratie connectée : ambitions, enjeux, réalité*, Toulon, 10 novembre 2016.

10. « Migrations internationales et justice constitutionnelle - Rapport Français », XXXIIe Table Ronde internationale de justice constitutionnelle, Aix-en-Provence, 9-10 septembre 2016.
11. « Le contrôle par les Cours suprêmes de leur propre jurisprudence : approche critique », Colloque international *Le contrôle de constitutionnalité des décisions de justice : une nouvelle étape après la QPC ?*, Aix-en-Provence, 23-24 juin 2016.
12. « Lucie ed ombre dell'influenza della dottrina sul Consiglio costituzionale francese », Journées italo-franco-belges de droit comparé *Les rapports entre la juridiction constitutionnelle et la doctrine*, Pise, 6-7 mars 2015.
13. « La protection du droit à la santé des étrangers en Italie », Colloque international *Etat, collectivités territoriales et droits sociaux*, Pau, 13 novembre 2014.
14. « Propos introductifs », Colloque international *La transposition de la directive « retour ». France, Espagne et Italie*, Toulon, 23 mai 2014.
15. « La democrazia partecipativa in Francia : ambizioni, quadro giuridico ed esperienze concrete », VI Semaine d'études sur les autonomies locales, *La riforma delle autonomie territoriali tra ingegneria istituzionale e democrazia deliberativa*, Alessandria, 5-9 mai 2014.
16. « La jurisprudence des cours suprêmes face à la Constitution : du contrôle à l'autocensure », Colloque international *La question prioritaire de constitutionnalité vue du droit comparé. Qu'apprendre des questions de constitutionnalité en Europe ?*, Aix-en-Provence, 21-22 mars 2013.
17. « Le droit de vote des étrangers en Italie : entre tradition et modernité », Colloque international *Collectivités territoriales et intégration des étrangers*, Pau, 23 novembre 2012.
18. « La rétention en Italie », Colloque *La rétention administrative des étrangers*, Pau, 18 juin 2010.
19. « La fin de vie en Italie », Colloque *La fin de vie*, Aix-en-Provence, les 30 novembre-1<sup>er</sup> décembre 2007.
20. « Le financement du patrimoine culturel en Italie », Colloque *Le financement de la culture*, Aix-en-Provence, 22-23 septembre 2006.
21. « La prise en compte du contexte juridique comme méthode d'intégration et d'enrichissement de concepts dans l'interprétation du Conseil constitutionnel », Colloque *Les nouveaux objets du droit constitutionnel*, Toulouse, 29 avril 2004.
22. « La doctrine italienne du droit vivant », Communication présentée au Ve Congrès français de droit constitutionnel, Toulouse, 6-8 juin 2002.
23. « L'influenza della giurisprudenza delle Corti europee su quella dei giudici nazionali per la protezione dei diritti fondamentali in Francia », Colloque *La Corte costituzionale e le Corti d'Europa*, Copanello (Italie), 31 mai-1<sup>er</sup> juin 2002.
24. « La réglementation de l'instruction devant le Conseil constitutionnel », Communication présentée au IVe Congrès français de droit constitutionnel, Aix-en-Provence, 10-12 juin 1999.

**Présidences, communications, participations à des colloques et séminaires non publiées ou non encore publiées**

1. Rapporteur général à la XXXVIIIe Table Ronde Internationale de Justice constitutionnelle : *Constitution, histoire et mémoire*, Aix en Provence, 9 et 10 septembre 2022.
2. Participation au séminaire organisé par le Défenseur des droits sur la restitution du projet de recherche « Particulière vulnérabilité économique », Paris, Défenseur des droits, 30 juin 2022.

3. « La Cour européenne des droits de l'homme et la protection des mineurs non accompagnés », communication (lue) à la Journée d'études *La détermination de l'âge du jeune migrant non accompagné*, dans le cadre du projet scientifique « La détermination de l'âge du jeune migrant non accompagné », sous la coordination de F. Jacquolot, Saint-Étienne, 9 décembre 2021.
4. Participation au séminaire d'étape dans le cadre du projet scientifique « ANTIDOTE » : *Affirmation, Négation, Transmission des Identités locales dans l'Organisation Territoriale. Perspectives de droit comparé France, Espagne, Italie*, sous la coordination d'O. Lecucq et Ferdinand Mélin-Soucramanien, Bordeaux, 8-10 décembre 2021.
5. Communication introductive « L'apport du dialogue des doctrines au contentieux constitutionnel - *Il contributo del dialogo tra le dottrine al processo costituzionale* », Colloque international « Rome 2020 » *Le dialogue des doctrines constitutionnelles. Vers l'unité transfrontalière du droit constitutionnel ?*, Université Roma 3 et Cour constitutionnelle italienne, Rome (28-30 octobre 2021).
6. Allocution d'ouverture et Présidence de la 1<sup>ère</sup> session de l'Atelier du CDPC-JCE des *Doctoriades, La responsabilité*, Toulon, 14 octobre 2021.
7. Rapporteur général à la XXXVII<sup>e</sup> Table Ronde Internationale de Justice constitutionnelle : *Constitution, libertés et numérique*, Aix en Provence, 10 et 11 septembre 2021.
8. Présidence 2<sup>ème</sup> session du colloque *Les Assemblées citoyennes, nouvelle utopie démocratique ?*, organisé par M. Fatin-Rouge Stefanini et X. Magnon, Aix-en-Provence, 4 décembre 2020.
9. Rapporteur général à la XXXVI<sup>e</sup> Table Ronde Internationale de Justice constitutionnelle : *L'état d'exception, nouveau régime de droit commun des droits et libertés. Du terrorisme à l'urgence sanitaire*, Aix en Provence, 11 et 12 septembre 2020.
10. Animation, avec L. Gay, du débat international *Démocratie, État de droit et droits fondamentaux face à la pandémie de Covid-19. Perspectives croisées*, 30 avril 2020 (en visioconférence).
11. Participation au séminaire d'échange sur les rapports des chercheurs organisé par le Conseil constitutionnel dans le cadre de l'appel à projet « QPC 2020 », Conseil constitutionnel, Paris, 5 mars 2020 (en ligne : <https://www.conseil-constitutionnel.fr/la-qpc/qpc-2020>).
12. « La rétention administrative des étrangers : cadre juridique et articulation des procédures », Colloque *Enjeux et pratiques judiciaires de la rétention des étrangers*, Perpignan, 13 décembre 2019.
13. « Libre concurrence et libertés constitutionnelles dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel français », *La protection du principe de libre concurrence entre Constitutions nationales et principes européens*, Rencontre trilatérale des associations des constitutionnalistes française, italienne et espagnole, Capri, 20 septembre 2019.
14. Participation au séminaire d'étape dans le cadre du projet scientifique « ANTIDOTE » : *Affirmation, Négation, Transmission des Identités locales dans l'Organisation Territoriale. Perspectives de droit comparé France, Espagne, Italie*, sous la coordination d'O. Lecucq et Ferdinand Mélin-Soucramanien, Pau, 11-12 juillet 2019.
15. « La protezione dei diritti fondamentali dei richiedenti asilo nell'ordinamento francese », Colloque *Il sistema di accoglienza e la protezione dei diritti fondamentali dei richiedenti asilo*, Turin, 3 mai 2019.
16. « Avancées et reculs en matière de protection des droits et libertés des étrangers en France », Colloque *Droits des étrangers : une justice effective ?*, Toulon, 22 mars 2019.
17. « Du « droit constitutionnel au juge » vers un « droit au juge constitutionnel » ? Perspectives de droit comparé », rapport de synthèse présenté à la Journée nationale de l'AFDC, *Justice(s) et Constitution*, Paris, Cour de cassation, 22 février 2019.

18. « La protezione dell'ambiente nel sistema giuridico-amministrativo francese: un quadro introduttivo », Colloque international *Giurisdizione, attività di impresa e protezione delle risorse ambientali alla luce del principio dello sviluppo sostenibile. Una prospettiva comparata*, Brescia, 29 octobre 2018.
19. Présidence de la 1<sup>ère</sup> session et communication « Le procès par la voie incidente en Italie : vers une diffusion du contrôle de constitutionnalité de la loi ? », Colloque *QSQ 8 La QPC, vers un réagencement de l'architecture juridictionnelle ?*, Aix-en-Provence, 6 avril 2018.
20. « La politique migratoire de l'Union européenne à l'aune de la protection des droits fondamentaux : problématiques et questionnements », Conférence-Débat *La politique migratoire de l'Union européenne à l'aune de la protection des droits fondamentaux*, Toulon, 23 février 2018.
21. « État des lieux, limites et perspectives dans l'accompagnement associatif des étrangers », *Réalités et limites de l'accompagnement des étrangers dans le Var. Quelles perspectives proposons-nous ?*, Colloque organisé par les associations œuvrant dans l'accompagnement des étrangers, Toulon, 16 mai 2017.
22. « Les comités de réflexion pour la révision de la Constitution : approche de droit comparé », Journée d'études *Les comités de réflexion sur les institutions sous la Ve République*, Aix-en-Provence, 12 mai 2017.
23. « L'idée d'un contrôle de constitutionnalité des décisions de justice, intérêts et questionnements », Colloque international *Le contrôle de constitutionnalité des décisions de justice : une nouvelle étape après la QPC ?*, Aix-en-Provence, 23-24 juin 2016.
24. « La prise en compte du droit vivant dans les décisions QPC », Rencontre trilatérale des associations des constitutionnalistes française, italienne et espagnole, Rome, Cour constitutionnelle, 31 octobre 2015.
25. « L'apport de Louis Favoreu au comparatisme », Colloque en hommage à Louis Favoreu, Pau, 22 mai 2015.
26. « Lucie ed ombra dell'influenza della dottrina sul Consiglio costituzionale », Journées italo-franco-belges de droit comparé sur *Les rapports entre la juridiction constitutionnelle et la doctrine*, Pise, 6-7 mars 2015.
27. « Le droit vivant devant le Conseil constitutionnel », Séminaire d'étape dans le cadre du projet scientifique *La QPC approche de droit comparé*, sous la coordination de L. Gay, Aix-en-Provence, 17 février 2012.
28. « Les zones d'attente : étude comparative France-Italie », Colloque organisé par l'ANAFE pour les 20 ans de cette association, *Les zones d'attente, vingt ans d'évolution : le « sous-droit » des étrangers ?*, Paris, 29 octobre 2010.
29. « La liberté de mariage et le regroupement familial », Colloque de clôture du projet TEMPUS DRIVE *Droits des femmes entre les deux rives de la Méditerranée*, Rome, 27-28 mai 2010.
30. « La doctrine italienne du droit vivant », Communication présentée au Ve Congrès français de droit constitutionnel, Toulouse, 6-8 juin 2002.

### **Presse/Grand public**

1. « Dalle presidenziali alle legislative, quali scenari in prospettiva per la Francia? », 8 juin 2022, <https://www.eublog.eu/articolo/35012/Dalle-presidenziali-alle-legislative-quali-scenari-in-prospettiva-per-la-Francia/Severino>
2. « L'irruzione del conflitto ucraino nella campagna elettorale francese », 13 avril 2022, <https://www.eublog.eu/articolo/34981/L%E2%80%99irruzione-del-conflitto-ucraino-nella-campagna-elettorale-francese/Severino>

3. « Pour 14 constitutionnalistes de France "être démocratiquement élu n'autorise pas à méconnaître la Constitution !" », Tribune publiée sur la Presse Quotidienne Régionale le 19 avril 2022 en vue du second tour des élections présidentielles.
4. Entretien avec le service communication du Conseil constitutionnel dans le cadre de la journée de restitution de l'appel à projet « *QPC 2020* », séminaire au Conseil constitutionnel du 5 mars 2020 (vidéo en ligne sur le site internet du Conseil constitutionnel : <https://www.conseil-constitutionnel.fr/actualites/video-qpc-2020-le-seminaire-du-5-mars-au-conseil-constitutionnel>).
5. Entretien avec le service communication de l'Université de Toulon « La question citoyenne protège-t-elle efficacement les plus vulnérables ? », focus sur le projet de recherche réalisé dans le cadre de l'appel à projet du Conseil constitutionnel « *QPC 2020* », 25 novembre 2020 (en ligne sur le site internet de l'Université de Toulon : <https://www.univ-tln.fr/La-question-citoyenne-protège-t-elle-efficacement-les-plus.html>).
6. « Les étrangers peuvent-ils compter sur le droit ? », *Le film du DICE réalisé pour les 80 ans du CNRS*, (mis en ligne le 21 novembre 2019 sur la chaîne YouTube du DICE <https://www.youtube.com/watch?v=N1bGD24F1Bw>).
7. « La politique migratoire européenne passée au crible », *Var Matin*, 24 février 2018.
8. « A Bon accueil, les collégiens dans la peau des migrants », *Var Matin*, 15 janvier 2018.

### **Traductions scientifiques**

1. Traduction de l'italien au français de l'article de G. ZAGREBELSKY « La doctrine du droit vivant », *Constitutions*, 1, 2010, pp. 10-20.
2. Traduction de l'italien au français de la contribution, relative à la jurisprudence de la Cour constitutionnelle italienne, de T. GROPPI et C. MEOLI à l'ouvrage collectif *Les grandes décisions des cours constitutionnelles européennes*, sous la direction de P. BON et D. MAUS, Dalloz, 2009.
3. Traduction de l'italien au français de l'article de M. LUCIANI « L'interprétation conforme et le dialogue des juges. Notes préliminaires », in *Le dialogue des juges. Mélanges en l'honneur de Bruno Genevois*, Dalloz, 2009, pp. 695-707.
4. Traduction de l'italien au français de l'article de A. PIZZORUSSO « La responsabilité de l'État du fait des actes législatifs en Italie », in *Mélanges en l'honneur de Franck Moderne. Mouvement du Droit public. Du droit administratif au droit constitutionnel-Du droit français aux autres droits*, Dalloz, 2004, pp. 913-925.
5. Traduction de l'italien au français de l'article de P. CARETTI « Les nouvelles dispositions en matière de prévention et de répression du terrorisme international », *Annuaire international de justice constitutionnelle*, vol. XVIII, 2002, pp. 267-291.
6. Traduction de l'italien au français de l'article de A. PIZZORUSSO et E. ROSSI, « Les discriminations positives en matière électorale en Italie », *Annuaire international de justice constitutionnelle*, vol. XIII, 1997, pp. 185-195.

## ÉVALUATIONS - JURYS DE THESE NATIONAUX ET INTERNATIONAUX – COMITES DE SELECTION

### Évaluations externes pour le recrutement d'enseignants-chercheur à l'étranger

- Évaluation pour le recrutement d'un Professeur Associé au sein de la Scuola Superiore Sant'Anna, Pise (2022)

### Evaluations externes pour la présentation de thèses de doctorat à l'étranger

- Évaluation de la thèse de Mme Ariana Expósito Gázquez (Université de Almería - 2021).
- Évaluation de la thèse de M. Antonio Artena (Université de Messina - 2018).

### Membre de jurys de thèses au sein d'Universités françaises et thèses en cotutelle

- *En qualité de Rapporteur*

1. Valentina Carlino (Université de Sienne-Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, dir. T. Groppi et B. Mathieu, 2021).
2. Yuanxiang Tang (Aix-Marseille Université, dir. M. Stefanini, 2018).
3. Maddalena Neglia (Université d'Udine-Aix-Marseille Université, dir. L. Montanari et T. Renoux, 2015).
4. Mahrez Zahed (Aix-Marseille Université, dir. E. Oliva, 2015).
5. Yafei Liu (Aix-Marseille Université, A. Roux, 2013).
6. Amornrat Kulsudjarit (Aix-Marseille Université, A. Roux, 2011).
7. Youssef Serhan (Aix-Marseille Université, A. Roux, 2010).
8. Yuan-Hao Huang (Aix-Marseille Université, dir. A. Roux, 2010).

- *En qualité de Président*

1. Téphy-Lewis Edzodzomo Nkoumou (Université de Lorraine, dir. J. Germain, 2021).
2. Sarah Carlucci (Université de Turin-Université de Toulon, dir. Carlo Emanuele Gallo et J.-J. Pardini, 2021).
3. Mohamed El Azzouzi (Université de Toulon, dir. M. Baudrez et T. Santolini, 2021).
4. Marta Giacomini (Université de Vérone-Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, dir. B. Mathieu et Elisabetta Crivelli, 2018).

- *En qualité de Suffragant*

1. Matteo Daicampi (Université d'Udine-Aix-Marseille Université, dir. L. Montanari et T. Renoux, 2021).
2. Catherine Ho Van Truc (Université de Toulon, dir. S. Perez, 2020)
3. Philippe de Rocca Serra (Aix-Marseille Université, dir. G. Orsoni, 2019).
4. Gaël Besson (Aix-Marseille Université, J.-Y. Chérot, 2018).
5. Aurélie Dort (Aix-Marseille Université, dir. E. Oliva, 2016).
6. Hazem Sandafi (Aix-Marseille Université, dir. E. Oliva, 2014).
7. Jeanne Laleure (Université de Corse, dir. G. Orsoni et J.-Y. Coppolani, 2012).
8. Didier Jamot (Aix-Marseille Université, R. Ghevontian et S. de Cacqueray, 2012).

### Membre externe de jurys de thèse au sein d'Universités étrangères

- Membre externe jury de soutenance des Université de Turin, Sienna ; Vérone ; Udine ; Pise.

### **Participation à comités de recrutement/comités de suivi de thèse**

- Présidence comité de sélection pour le recrutement d'un Professeur d'Université (Section 01 - 2021).
- Membre de nombreux comités de sélection pour le recrutement de maîtres de conférences et de professeurs d'Université.
- Membre de nombreux comités de suivi de thèse (Aix-Marseille Université et Université de Toulon).

## **ENCADREMENT DOCTORAL ET SCIENTIFIQUE**

### **Direction de thèses (soutenues)**

1. Issiaka YARO, *La question de l'extension des droits politiques du citoyen*. Thèse soutenue le 11 mars 2022.
2. Amadou ADAMOU, *L'influence des Cours constitutionnelles africaines sur la Cour africaine de protection des droits de l'homme* (codirection Mamadou DAGRA, Université Abdou Moumouni de Niamey). Thèse en cotutelle avec l'Université Abdou Moumouni de Niamey (Niger), soutenue le 21 septembre 2018.
3. Giuliano SERGES, *La dimension constitutionnelle de l'urgence en Italie et en France - La dimensione costituzionale dell'urgenza in Italia e in Francia* (codirection Paolo Passaglia, Université de Pise). Contrat doctoral. Thèse en cotutelle avec l'Université de Pise (Italie), soutenue le 9 juillet 2018.
4. Osama KALIFA, *La protection de l'enfant pendant les conflits armés*. Thèse soutenue le 2 juillet 2018.

### **Direction de thèses (en cours)**

1. Camille SOMDA, *Le principe de fraternité et la protection des migrants : étude de droit comparé (France, Espagne, Italie) et droit européen*, Contrat doctoral. 1<sup>ère</sup> inscription 2021-2022.
2. Erika LA FAUCI, *L'évolution du concept de pouvoir de l'Etat dans la jurisprudence constitutionnelle et son influence sur la forme de gouvernement* (codirection Giusi Sorrenti, Université de Messine). Thèse en cotutelle avec l'Université de Messina (Italie), Contrat doctoral à Messina, bénéficiant d'une bourse de financement pour les doctorants en cotutelle de l'Université de Toulon.
3. Marco BERARDI, *Liberté de satire et liberté de religion dans le contexte multiculturel : une perspective comparée dans les pays euro-méditerranéens* (codirection Marina Calamo-Specchia, Université de Bari). Contrat doctoral, Thèse en cotutelle avec l'Université de Bari (Italie), soutenance prévue pour fin 2022.
4. Ibrahim WAZIRI, *La protection multiniveau des mineurs non accompagnés : quelle effectivité ?* Soutenance prévue pour fin 2022.

### **Activités d'animation scientifique pour les doctorants**

- Organisation scientifique et animation de séminaires dispensés auprès des doctorants du CDPC-JCE dans le cadre de leur formation doctorale (avec L. Reverso).

1. *La soutenance de la thèse*, mars 2022

2. *Discussion autour des sujets de thèse des doctorants*, mai 2021
  3. *Le plan de thèse*, avril 2021
  4. *La rédaction d'un article*, janvier 2021.
  5. *La rédaction de l'introduction de la thèse*, novembre 2020.
  6. *La présentation orale*, mai 2020.
  7. *La rédaction d'un courrier demandant un entretien pour un projet de thèse*, avril 2020.
  8. *Le recrutement et la qualification par le CNU*, novembre 2019.
- Organisation et animation de conférences sur *La thèse et la méthode comparative*, dispensées auprès des doctorants du CDPC-JCE, avec la participation de collègues invités français et étrangers.